M'CROFICHE ETABLIE A PARTIR DE L'UNITE DOCUMENTAIRE N جديدة منجزة حسب الوثيقة رقم:

93

0232

ROYAUME DU MAROC

المحاكة المغربية

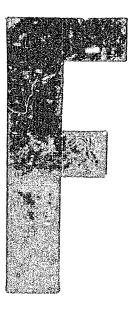
CENTRE NATIONAL DE FOCEMENTATION

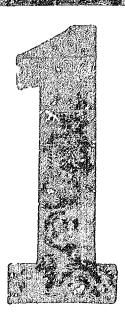
SERVICE DE REPROGRAPHIE ET IMPRIMERIE

B-P 826 RAB



مملحة الطباعة والتصوير





NCES ACTUELLES

TENDANCES ACTUELLES DE LA CULTURE POLITIQUE DES ÉLITES MAROCAINES

Abdallah SAAF*

Est-il fondé de chercher à dégager des valeurs d'élites politiques dans un espace qui comme l'espace marocain apparaît souvent, de manière manifeste, constamment en voie de restructuration? Dans quelle mesure les réélaborations, les réajustements, les rectifications incessantes des rapports de force caractéristiques de cet univers, permettent-ils de cerner ces ensembles de significations organisant et sous-tendant les formes de vie des groupes sociaux, assumant une politique ou pris en charge par elle? Est-il légitime de le faire lorsque les élites sont en permanence sommées de se positionner par rapport à des données politiques changeantes, de redéfinir sans cesse leurs stratégies symboliques? Les valeurs des élites marocaines constituent-elles en l'état actuel des choses des données conntissables? Mais la culture politique se découvre à la longue durée : les générations se sont suffisamment succédées pour qu'elle dépasse le niveau des faits politiques divers, de l'actualité fluctuante, et les variations de conjoncture de la vie politique marocaine globale depuis l'indépendance.

Certes, au Maroc, de nombreuses recherches ont déjà désigné des communautés culturelles essayant d'adapter leurs comportements et représentations du monde, à des ensembles de valeurs et de significations, en les situant dans le dynamisme du changement historique (1). Mais précisément, n'ontelles pas d'abord mis en évidence l'hétérogénéité comme fait premier, avant

^{*} Professeur de Droit et de Science politique à la Faculté de Rabat.

⁽¹⁾ Voir non seulement le Berque (J.). L'intérieur du maghreb. Paris, Gallimard, 1978, mais aussi Brown (K.L.). People of Sale. Harvard University Press; EICKELMANN (D.F.), Moroccan Islam, University of Texas Press... Sur un autre plan, Geertz (Cl.). Islam observed. Yale university Press, 1968; du même auteur, Meaning and order in Moroccan Society. Cambridge University Press, 1979; Crapanzano (V.). Tuhami, the University of Chicago Press, 1980; Dwyer (K.). Moroccan Dialogues, The John Hopkins University Press, 1982, etc...

même les permanences et les traits structurels; la diversité et la différence avant les conduites idéales. La variété et non point les stéréotypes sociaux, la spécificité et non point les traits communs, ne sont-ils pas davantage expressifs des stratégies vécues par les membres du sous-système social que constitue «l'univers» des élites politiques au Maroc? C eléments de spécificité sont renforcés par les interférences culturelles un verselles ou régionales (Europe, Monde Arabe, le grand Tiers Monde) depuis la mobilité fluide des valeurs entretenues par les immigrés, les coopérants, les étudiants, les voyageurs, jusqu'à la pression souvent directe entretenue depuis longtemps par les mass-média et les nouvelles normes.

Il n'existe certainement pas un modèle de comportement politique marocain unique, voire même il n'en existe pas de dominant; mais derrière l'étonnante diversité des stratégies individuelles, derrière les multiples réponses que chaque acteur, peut inventer, créer à tout instant, l'entreprise d'essai de définition en termes généraux de valeurs politiques communes serait-elle réellement une tâche impossible?

Une imposante littérature de sociologie et d'histoire sociale a déjà procédé à un essai de repérage des grands moments de la conscience marocaine à travers la problématique du rapport tradition/modernité, mais elle participe d'une recherche sur les origines et les fondements de la formation ethique et idéologique actuelle, plus que sur le contenu effectif de celle-ci (2). Dans l'attente des grandes enquêtes sur les développements politiques du Maroc d'aujourd'hui, à l'instar de celles consacrées à ses années 60 (3), il n'est pas illégitime de procéder au relevé des grandes tendances caractérisant le champ culturel politique de la période actuelle.

Les matériaux disponibles pour étudier ces valeurs, impliquent les discours, les comportements, les statistiques sociales. Cependant, presque tous les faits de la vie politique depuis l'indépendance, mettent en relief des repères culturels par rapport auxquels interagissent les différents acteurs et peuvent se superposer des conduites irréductibles (4). Derrière les cultures spécifiques et changeantes, les données communes redéfinissent la vision du monde, réorganisent les symboles.

Sans constituer un univers puisant dans toutes les données de la vie politique marocaine, sans représenter un monde à part, la recherche des caracté-

⁽²⁾ Depuis le travail de LAROUI (A.). Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912), Maspéro, 1977. On peut aussi citer de nombreux travaux universitaires : par exemple, Merrouni (Mekki). Le collège musulman de Fès 1914 à 1956. Université de Montréal, 1981, 506 p.; ou d'El Alaoui (F.). L'Université Qaraouiyine et les origines de la Salafiya (1873-1914). Mémoire de D.E.S., faculté des lettres de Rabat, 1987, 262 p.; de même, d'Achekri (Othmane). Sociologie du discours réformiste. D.E.S., faculté des lettres de Rabat, 1986, 362 p.

⁽³⁾ Il s'agit des travaux de Leveau (Rémy). Le Fellah marocain, défenseur du Trône. Paris, Presses de la FNSP, 1976, 281 p. et Waterbury (J.). le commandeur des croyants. La monarchie marocaine et son élite, Paris, P.U.F., 1975, 400 p.

⁽⁴⁾ Voir Molino (Jean), «A propos d'authenticité et de retour au patrimoine culturel», in Nouveaux enjeux culturels au Maghreb (AAN, 1984). Paris, CNRS, 1986.

ristiques culturelles communes se présente comme un niveau de recherche légitime : la question de savoir comment s'articulent les faits culturels manifestes les uns sur les autres, les tendances dominantes, communes à l'ensemble de l'élite ou à ses principales composantes, aux valeurs spécifiques des différents groupes de cette élite, les divers sous-systèmes culturels, y compris les contre-cultures, constitue une tâche décisive pour la connaissance des valeurs des élites. Mais l'idée des élites comme objet d'étude, trouve son fondement et in légitimité dans l'hypothèse de la centralité un son rôle dans la vie politique marocaine, et dans celle de leur relative dépendance/autonomie, dans un certain sens par rapport au pouvoir politique, en particulier par rapport à l'hypothétique «société civile».

Des tendances de contenu socio-politique y travaillent en profondeur, et ne peuvent pas ne pas marquer de leur empreinte «l'univers politique» des «élites politiques» marocaines (I). Celui-ci semble dominé par l'interaction de deux sous-systèmes prééminents de valeurs : la culture politique d'intégration déployée au sommet de l'Etat interférant nécessairement avec celle du «gros» des élites politiques qui s'agitent au centre du champ politique et occupent l'essentiel de la place, malgré les flux provenant des élites marginales ou au «sens commun» de la société (II).

I - CHANGEMENT SOCIAL ET RÉÉLABORATION DES VALEURS

La culture politique au Maroc ne saurait être réduite à quelques simples tendances. Elle semble marquée par des faits majeurs : les élites issues du Mouvement National, ainsi que les fameuses élites rurales (A), semblent avoir connu de profondes transformations, reculant devant le rôle croissant de facteurs qui déploient aujourd'hui une force et une vigueur nouvelles (la fonctionnarisation de la vie politique, l'importance prise en son sein par les diplômés de l'université (B). Mais les changements décisifs se mesurent également à un autre niveau que celui du relevé des nouvelles caractéristiques sociologiques majeures : ainsi peut-on s'interroger aujourd'hui si le clientélisme est toujours le fait primordial de la vie politique marocaine, et dans quelle mesure les hommes sont encore plus importants que les structures ? Un passage progressif du néo-patrimonialisme vers une configuration nouvelle non encore définie ne s'accentue-t-il pas actuellement ?

A -- L'HÉRITAGE NATIONALISTE DANS LA CULTURE POLITIQUE DES ÉLITES

1.00g

La référence nationaliste constitue aujourd'hui encore une catégorie principale dans l'univers politique des élites marocaines. Présente dans presque

toutes les démarches politiques à l'œuvre dans le cnamp politique marocain, elle apparaît toujours comme un pôle d'identification et de mobilisation déloyant une grande force d'attraction.

Mais les temps où la politique était avant tout l'affaire de la génération du manifeste de l'Istiqlal de 1944 semblent bien loin. Le fonds de valeurs commun qui en est resté a crée une matrice culturelle centrale active, omniprésente en tous les lieux significatifs de la vie politique, même si de nombreuses organisations ont estimé qu'à leur nationalisme primitif devait se substituer un projet de société plus juste et plus égalitaire. Et alors même que cette matrice semblait triompher à travers le mouvement progressiste, syndicaliste, étudiant, il ne paraissait pas injustifié de considérer que cela même annonçait la mort lente du mouvement national. Mais cette affirmation doit être à bien des égards nuancée.

Les grands moments de la vie politique marocaine, des élections de 1976 à celles de 1984, des municipales aux législatives, en passant par les différentes formations gouvernementales depuis une décennie, montrent qu'une partie importante des membres des élites politiques a peu connu les heurs et malheurs de la lutte pour l'indépendance. L'analyse attentive de la composition du personnel politique depuis la dernière décennie peut montrer aisément qu'une bonne partie de celui-ci n'a que de vagues souvenirs de la période 1940-1956. L'âge des candidats aux élections, des élus locaux et au Parlement, des membres de gouvernement, des responsables des partis politiques, traduit des changements perceptibles : la place occupée par les éléments ayant constitué l'ossature du mouvement national se rétrécit considérablement (5).

Il s'agit de signes culturels attestant d'un relatif recul des réflexes classiques, des attitudes traditionnelles du Mouvement National lié à la lutte pour l'indépendance et aux premières années de l'Etat marocain post-colonial. Les idées héritées du Mouvement National (indépendance, démocratie, justice sociale, promotion intellectuelle,...) relevant déjà, dans leur formulation classique, d'une sensibilité quelque peu dépassée par les nouvelles dominantes.

Sans doute, cette vision a-t-elle été de tout temps concurrencée par un nationalisme de caractère monarchique. Mais le fait le plus notable aujour-d'hui, est qu'à l'intérieur même des zones idéologiques couvertes par le Mouvement National et ses catégories de penser, la référence à la nation marocaine a changé de contenu. L'affaire du Sahara, au-delà de l'unanimité de principe dans la spécificité des positionnements, montre l'érosion de l'ancienne attitude nationalitaire, dominée par l'idéal de «libération» politique, économique, sociale et intellectuelle, caractérisé par des élans de solidarité régionale ou continentale (Maghreb arabe, Afrique), voire d'unité (arabe ou islamique).

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

⁽⁵⁾ Voir l'étude de Brahimi (Mohamed). Le processus de démocratisation au Maroc : les élections législatives de 1977. Mémoire de D.E.S. droit public, faculté de droit de Rabat, 1986, p. 102 et s. Sehimi (Mustapha), «Les élites parlementaires : continuité ou renouvellement ?» dans l'ouvrage collectif : «Edification d'un état moderne», Paris, Albin Michel, 1986, pp. 95-113.

Elle tend à se confondre avec une acception plus restrictive, plus identitaire, plus territorialisée, plus locate (6).

L'esprit du Mouvement National est certes toujours présent, grâce à la stabilité d'une partie appréciable de dirigeants des partis politiques, mais il tend à s'effriter lentement. Cela pose en termes nouveaux la question de la légitimité, même lorsque par exemple les jeunes font partie d'une organisation qui dispose d'une histoire politique et recueille les retombées du capital symbolique de celle-ci. La situation dans les nouvelles organisations est plus problématique : celles qui n'ont pas de légitimité reposant sur d'autres fondements (le rapport à la monarchie, la compétence, le savoir, ...). Le phénomène se constate à l'intérieur même du Mouvement National où nombreuses sont les nouvelles élites dont la légitimité ne se fonde pas sur la participation à la lutte nationale, et ne repose pas non plus sur leur participation aux luttes politiques et sociales de la période de l'après indépendance, et qui, comme leurs équivalents du pouvoir, n'ont d'autre légitimité que le savoir et la compétence. Il n'est pas sûr cependant que le pouvoir central devienne de ce fait la principale nouvelle force syncrétiste et recueille l'essentiel des bénéfices de cette évolution. Aussi peut-chaffirmer que de ce point de vue une rupture qualitative semble avoir eu lieu dans l'un des principaux modes de socialisation et d'intégration des générations nées depuis l'indépendance. On mesure l'importance de cette nouvelle donnée lorsque l'on constate que cellesci constituent désormais la majorité de la population.

Une seconde donnée déterminante au regard de la formation des valeurs en cours est liée au fait que les institutions politiques n'ont plus pour vocation d'encadrer des élites traditionnelles, mais les élites citadines recrutées essentiellement dans les professions modernes. Divers indices ont été relevés par les chercheurs en sciences sociales et permettent de conclure clairement au recul des élites rurales. Expliqué par la vitalité démographique des populations citadines, l'aggravation de la situation socio-économique des campagnes, les processus d'urbanisation de la société marocaine se sont traduits par une emprise étatique plus serrée, cimentée par le phénomène de concentration foncière et des opérations de distribution de terres aux paysans.

L'Etat central a joué un rôle majeur dans le processus d'urbanisation des campagnes et contribué à l'ébranlement de la mentalité rurale (7). La destructuration de la société rurale a consacré la ville comme principal creuset du changement culturel. La plupart des zones sociales périphériques du Maroc semblent vouées à l'impressionnant rouleau compresseur de l'urbanisation, à la fois machine d'intégrations multiformes, composites, contradictoires, et d'exclusions aussi diverses.

(7) HADDIYA (El Mostafa), «Le milieu rural : urbanisation et acculturation», in Al Asas. (80), juin-juillet 1987, pp. 43 et s.

⁽⁶⁾ Cette évolution est bien illustrée dans l'ouvrage de Ghallas (Abdelkrim). Histoire du mouvement national marocain. (Imprimeries Arrissala) par la différence de ton entre la première édition du tome 1 paru aux débuts des années 70, et celui de la seconde édition et du deuxième tome publié en 1987.

La difficulté d'être moderne est au moins égale en gravité à celle d'être traditionnel. Il serait erroné de se représenter l'urbanisation comme simple conquête de la campagne par des stéréotypes, des normes, des institutions, voire des forces politiques de citadins nouveaux; elle correspond aussi à un transfert important de faits culturels déterminants de la campagne à la ville. Ce processus de flux culturels au plan politique, de la campagne vers la ville, reste ignoré de la science politique ayant pour objet le Maroc politique : comment s'est opérée dans cet autre sens la nouvelle articulation ? Physiquement, de nombreuses données démontrent le phénomène de maîtrise non négligeable de l'appareil d'Etat, au centre (8) comme à la périphérie, par des ruraux. Ainsi a t-on vu lors des dernières consultations les quartiers périphériques des grandes villes (Rabat, Casablanca,...) profiter du processus d'élarla représentation. Les territoires périphériques gissement de manifestement entre les mains de nouvelles couches sociales issues dans leur grande majorité de la campagne (9).

Sur le plan de l'éthos, peut-on expliquer autrement la résistance, la vivacité des contradictions de nombreuses institutions (la séparation des pouvoirs se concilie aisément avec le pôle monolithique de la monarchie, les visions de la décentralisation, de la régionalisation, des associations... émanant toujours du sommet et impliquant clairement des réalités ethniques, tribales...)? Peut-on le faire sans concéder une place de choix à ce phénomène de ruralisation de larges zones de la vie publique citadine?

La restructuration de la société politique au niveau de ces deux tendances principales, dont les effets ne peuvent être que sensibles au plan des valeurs véhiculées au Maroc au cours des dernières années, a certainement recoupé et renforcé le rôle d'autres facteurs.

B - FONCTIONNARISATION DE LA VIE POLITIQUE ET CULTURE D'ETAT

L'importance prise par l'administration dans la vie politique, au moins depuis 1966, la prépondérance du système bureaucratique, n'est peut-être plus à démontrer. Le recensement des professions administratives parmi les membres de gouvernements (10), députés, élus locaux, dirigeants des partis politiques montre que les administrateurs sont bien représentés au sein de l'élite nationale.

⁽⁸⁾ Voir dans cet ouvrage, l'étude de Schimi sur les ministres, en particulier le profil du Ministre de l'Intérieur, p. 226

⁽⁹⁾ Voir BASRI (D.), L'administration territoriale du Maroc, Ordre et développement. Thèse d'Etat, Université des Sciences de Grenoble, en particulier les tableaux faisant état du niveau d'instruction des gouverneurs, de leur groupe d'âge et de leur cadre d'origine de 1956-1986, p. 317. A titre d'exemple, parmi 117 conseillers municipaux qui repésentent les habitants de la ville 59 conseillers, soit 50,45 % ne sont pas nés dans la capitale (Hosni (M.). L'administration des grandes villes : le cas de Rabat. Cycle supérieur, ENAP, Rabat, 1984, p. 54 (en arabe).

⁽¹⁰⁾ Voir étude précitée d'Ibrahimi, p. 71 et s.; et Séhimi, précité, p. 96 et s.

L'administration est devenue en effet une filière privilégiée, permettant de renouveler le personnel politique. Lorsque l'on tente de dresser le profil que devrait présenter un aspirant moyen aux postes gouvernementaux, le cursus dominant paraît basé sur une expérience ou une responsabilité administrative de haut niveau, consacrée parfois par une compétence technique après l'obtention d'un (ou de) diplôme(s) universitaire(s). Les moments forts de la vic politique, les élections par exemple, ont surtout permis l'expression politique du poids de la haute bureaucratie. Les hauts fonctionnaires ayant plus de chance d'être élus que les simples fonctionnaires. Cette forte présence des fonctionnaires au sein des institutions montre jusqu'à quel point les nouvelles couches sont étroitement liées à l'administration.

Les différents niveaux de la vie politique semblent se ressentir de cette «fonctionnarisation» accentuée du personnel politique et de sa culture. Ainsi, s'est largement répandue parmi les membres de l'élite, l'idée d'un système marocain se présentant comme un édifice hiérarchisé, coiffé par l'existence au sommet d'un supérieur hiérarchique, «le patron», et impliquant un processus de promotion, ou de sanction, par allocations diverses, gratification, éloignement... Mais surtout, au Maroc politique, s'est propagé, comme modèle principal de la vie politique, le profil d'un grand fonctionnaire, parfaitement intégré à l'Etat, occupant une place centrale au pouvoir, gravitant autour de lui, en cercles de connaissances politiques, tout en sachant que même s'il n'est pas totalement fermé, ses capacités de résorption se rétrécissent aujour-d'hui jusqu'à la crise. Aussi la fonction publique reste valorisée, un lieu central du pouvoir, objet des aspirations d'une intelligentsia, s'aidant au besoin, par l'action toujours efficace de la notabilité familiale, des solidarités ethniques et régionales...

La «fonctionnarisation» des institutions politiques témoigne, au-delà de la prédominance du modèle à travers l'ensemble des pores de la société, de la diffusion déterminante d'une culture d'Etat. Elle s'exprime par des tendances à convertir les sujets citoyens marocains (le gros des élites et les cercles en dépendant et dont le statut en dépit de son ambivalence reste malgré tout politique) en masses d'administrés, et à étendre les sphères de la vie administrative au détriment de la vie politique. Mais cette polarisation du système global sur l'Etat, source de privilèges, pour les couches gouvernantes/administratives, ne limite pas uniquement les capacités des composantes de la société à s'organiser et à se défendre, elle apparaît également comme limite face à ceux dont les intérêts sont indissociables de ceux du système.

La prépondérance des (hauts) fonctionnaires semble alimentée et accentuée par un autre facteur : la présence remarquable de cadres universitaires ou de haute formation. Depuis l'indépendance, en effet, le système universitaire a été mobilisé pour produire des cadres administratifs. La vie politique marocaine devait être nécessairement investie par cette intelligentsia. La présence des universitaires parmi les membres de gouvernement, les élus et plus encore

au sein de la haute bureaucratie, est forte, en termes physiques. On a voulu expliquer l'investissement de la vie politique d'abord par le fait que les intellectuels dont le métier est basé sur la réflexion et la production de la connaissance par leur attirance naturelle pour la lutte pour le monopole de la production du discours politique. Que les enseignants soient nombreux, cela s'explique par le fait que la carrière de l'enseignement permet à ceux qui s'y engagent de ne pas souffrir de leur positionnement politique, si celui-ci se fixe dans les partis d'opposition (11). Parmi les universitaires, l'importance numérique des hommes de droit s'explique par référence au type d'enseignement supérieur prévalant au Maroc depuis l'indépendance, et à dominante littéraire ou juridique, débouchant le plus souvent sur l'enseignement ou la bureaucratie.

Sur le plan symbolique, les démarches des universitaires viennent se fondre dans l'ethos des élites politiques, même si la question de savoir si une formation universitaire, aussi poussée soit-elle, justifie ou non la prétention à des responsabilités politiques, est au ce e d'interminables débats dans les bureaux de la haute bureaucratie. De nombreuses études se sont déjà attardées sur ce profil d'élites que constituent les ingénieurs de haut niveau, et produits avec une relative abondance par les instituts scientifiques du Maroc indépendant (12): durant la phase estudiantine, l'opposition serait le seul discours légitime. Les ingénieurs sortis des écoles deviennent des agents de l'Etat et subissent alors brutalement l'épreuve des pouvoirs politiques, économiques, des groupes de pression... Ils sont condamnés à pratiquer «le double langage» : n'ayant pas de domaine autonome, ils semblent bien s'intégrer dans le jeu des solidarités sociales, habillant techniquement les options prises en dehors d'eux. Ainsi apparaît l'ambiguïté du rapport des élites à la science, à la modernité dans toutes ses dimensions. La situation des ingénieurs est représentative des comportements de la majorité des membres de l'élite, du caractère relatif de «la modernisation» des valeurs, des concepts et des attitudes, même dans le Maroc d'aujourd'hui.

Concernant les cadres administratife le conclusion doit être nuancée. L'Etat marocain, de la période postérieure à l'avènement de l'indépendance, a été souvent décrit comme réappropriation par le Makhzen de l'édifice étatico-administratif mis en place par le Protectorat. Les types de formation assurés par les Ecoles de l'indépendance reproduiraient les valeurs de cet «Etat composite» où la tradition s'enracinerait dans les entreprises les plus modernisatrices. Le rapport de l'ancien au moderne se déploie selon des modalités

⁽¹¹⁾ Cependant, Séhimi relève, concernant cette catégorie la concordance des profils des députés U.S.F.P. avec ceux de l'U.C., article précité,pp. 102-103.

⁽¹²⁾ Voir PASCON (P.), «L'ingénieur entre la logique des choses et la logique de classe», Temps Modernes (375 bis) octobre 1977 et BOUDERBALA (Negib) et PAPY (François), «Discours politiques et autonomie du savoir technique : réflexions autour d'une expérience pédagogique», in Technologies et développement au Maghreb (AAN 1976), pp. 231-247).

variées (13). Dans le cas des agents d'autorité, on recherchait la dépersonnalisation de la fonction d'autorité, son nivellement afin de l'adapter aux structures héritées du passé. Toujours est-il que la masse des cadres créés a accentué une tendance à la fonctionnarisation bureaucratique et un net recul des anciennes figures des agents du Makhzen, du moins en termes quantitatifs apparents.

Ces grandes tendance sociales, lourdes de conséquences sur les mouvements de flux, de reflux et de réélaboration des valeurs, traversent l'univers politique des élites, y travaillent en profondeur, y provoquent quelques fois des transformations radicales. Mais le paysage politique global du Maroc a-t-il pour autant fondamentalement changé depuis les premières années de l'indépendance?

II – L'ORDONNANCEMENT DES VALEURS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ POLITIQUE

Lorsque l'on essaie de décrypter l'univers politique marocain dans les contours essentiels de sa configuration, deux niveaux semblent occuper l'essentiel de l'espace : une première couche de valeurs liées aux sommets de l'Etat, et présentant un caractère opérationnel marqué (A), une seconde est formée par les éléments alimentant l'essentiel du personnel politique, de la haute bureaucratie, de leurs mouvances, englobant aussi bien les «couches supérieures» que «les couches inférieures» des classes moyennes (B).

A - ELITE POLITIQUE ET CULTURE D'INTÉGRATION

Les sommets de l'Etat semblent mus par une culture entreprenante d'intégration active voire activiste à travers ses discours, attitudes, non-dits... Elle a connu une lente évolution depuis la première période de l'indépendance où elle s'exprimait en termes de résistance et de conservation (le contrôle des instruments du pouvoir (14), le monopole de la détermination des grandes

⁽¹³⁾ BASRI (D.). L'agent d'autorité. Coll. de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, n° 25 de la série de langue française, Imprimerie Royale, Rabat, 1975, p. 120; et du même auteur, thèse précitée, p; 365 et s.

⁽¹⁴⁾ Voir le rapport, bien significatif du Secrétariat Général de l'UNFP à l'époque : «Dès le début, nous avons défendu au sein du parti de l'Istiqla!, le principe que tous les instruments du pouvoir, en particulier les fonctionnaires de l'autorité, de l'Intérieur, l'armée, la police et la gendarmerie, soient soumis au gouvernement sans quoi aucun gouvernement ne peut réellement détenir le pouvoir exécutif qu'il était sensé exercer».

orientations de la politique marocaine (15), la théorie du domaine réservé;...) en passant par la phase où elle devient plus offensive (affirmation de la prépondérance du pouvoir royal, son exclusivisme, pratique du référendum, fonction attribuée officiellement aux partis politiques d'encadrer et de représenter les citoyens...) jusqu'à celle actuelle où, plus agressivement, elle affirme avec de moins en moins de réserve, sa volonté de maîtrise quasi-exclusive des instruments institutionnels. Corrétativement à la politique de cantonnement d'influence des forces politiques qui ne lui sont pas soumises, en particulier celles du Mouvement National des années 60, le pouvoir déploie toujours des registres de catégories se référant à la fois à la culture makhzénienne traditionnelle, à «la Marche Verte», à «la nouvelle génération de l'indépendance» (16)...

Dans une chronique du Maroc actuel, l'année 1980, mérite, à bien des égards, une place à part, tant elle illustre les ressorts multiples et les «réflexes naturels» du pouvoir central : elle montre les réactions culturelles du pouvoir lorsqu'il essaie de préserver la solidarité interne la plus large, en essayant de neutraliser la pression sociale croissante, Ainsi a-t-il montré jusqu'à quel point il pouvait accepter de faire des concessions aux oppositions sans courir le risque de perdre le contrôle de la société (17), et en veillant aussi à ce que l'Islam consolide ce contrôle.

Il a été beaucoup écrit sur cette centralisation de la légitimation religieuse et sur son institution d'un pôle naturel auquel les différentes forces ne peuvent qu'adhérer : tout au plus ont-elles la ressource d'y introduire des nuances. Considérer l'Islam d'Etat comme constitutif d'une référence fondamentale du pouvoir central est devenu un lieu commun : la religion occupe dans cette culture d'intégration et d'enveloppement une position hégémonique sur les plans normatifs et de contrôle par rapport aux autres éléments politiques.

Occupant les lieux hégémoniques, le pouvoir veille à contenir les débordements politiques possibles en mettant en œuvre selon les besoins la dissuasion ou la récupération. Le système étend cette hégémonie sur la société civile en mobilisant à côté de la rationalité étatique moderne, les liens particuliers entretenus avec les chorfas, les institutions maraboutiques encore politiquement importantes dans certaines régions. Le style makhzénien classique d'intégration apparaît toujours à l'œuvre : par négociations, clientélisations, manœuvres de stabilisation diverses adroitement développées et adaptées à

⁽¹⁵⁾ Cette déclaration de Réda Guédira donne le ton : «Les Affaires Etrangères et le Sahara relèvent effectivement du domaine réservé au monarque Mais le Roi ne fait que déterminer les grandes orientations de notre politique. La mise en œuvre, elle, revient à l'appareil d'Etat, et notamment à notre diplomatie».

⁽¹⁶⁾ ALAOUI (M.). La majorité silencieuse au Maroc. Dar El Kitab, Casablanca, 1977 (en arabe) offre une vison représentative de cette démarche.

⁽¹⁷⁾ Voir la description par SANTUCCI (J.C.), in Chroniques politiques marocaines (1971-1982). (Editions du CNRS, Paris, 1985), «du processus : libération – vague successives d'amnistie – libération des prisonniers politiques – référendum constitutionnel – élargissement de l'électorat...», p; 189 et s.

la variété des situations locales, souci de créer au niveau des élites des réflexes de soumission dont les sanctions se situent le plus souvent tant au niveau de la menace que de leur mise en œuvre effective.

Progressivement un changement culturel sensible a accompagné le passage du règne des partis politiques au règne de la monarchie. Depuis le début des années 60, la monarchie voit son influence, sa domination, son hégémonie croître. La monarchie doit son renforcement autant aux erreurs et divisions de ses adversaires qu'à une réactivation d'éléments culturels (comme l'histoire, la religion, la constitution, un savoir faire à la fois personnel et puisé dans le système culturel marocain).

Des retours en force du protocole ne constituent que des indices parmi d'autres de ce reclassement des valeurs qui en a découlé : multiplication des liens de mariage entre grandes familles makhzéniennes, langage et style particulier, vocabulaire spécial où se mêlent l'arabe classique et le dialecte local, rîtes sociaux, pratiques religieuses, variations vestimentaires...

Tout dans l'Etat marocain semble tendre à se déployer comme pour consolider une machine d'intégration. Cette approche intégrative est diffusée depuis les sommets de l'Etat à travers une variété de personnages, véritables symboles nationaux, chargés de la mettre en œuvre : figures principalement classiques déployant à travers la profondeur historique des circuits bien connus de l'Etat marocain traditionnel (18), démarches dominées par les préoccupations de sécurité et l'affirmation de l'autorité de l'Etat (19); profils libéraux, plus sensibles aux flux culturels occidentaux (20). Ces figures sont aussi composites les unes que les autres. Aucune d'entre elles ne réalise d'incarnation exclusive. Dans chaque profil se mêlent l'aspiration à l'idéal libéral occidental, la dimension makhzénienne traditionnelle, et des profils de gardiens de la paix (21).

On peut tenter de mieux définir la configuration culturelle politique marocaine actuelle en la rapprochant de l'expérience du second empire ou de l'Allemagne bismarckienne, tant une modernisation de type autoritaire apparaît son trait majeur. Aussi, cette ambiance libéralo-étatique aboutit-elle à la conservation du statu quo, à la mise en œuvre de logiques objectivement hétérogènes, à de mutuelles neutralisations.

Cette culture de stabilisation, de fixation, de consolidation et d'intégration actives ne se soucie pas de se doter des moyens que lui imposent ces fins : elle se préoccupe moins de déployer des dispositifs et des structures, notam-

⁽¹⁸⁾ On désignait souvent M. Bahnini, comme figure représentative du Makhzen classique.

⁽¹⁹⁾ On l'illustre généralement par le profil du ministre de l'Intérieur, M. Driss Basri.

⁽²⁰⁾ A.R. Gédira représenterait cette démarche.

⁽²¹⁾ Un Moulay Ahmed Alaoui, tel qu'il s'affirme dans Le Hassanisme, édit. Maroc Soir, 1986, 349 p., un Yahia Benslimane. Nous. marocains. Publisud; et un Abdelmalek Cherkaoui. Futur sans fatalité, Maroc 2006. Edino, Rabat, 1987, 354 p. et annexes..., peuvent être différents les uns des autres, mais ils interfèrent et participent à la même conception du monde centré sur l'enveloppement et l'intégration.

ment idéologiques pour envelopper, neutraliser, récupérer en profondeur ses adversaires, que de «colmater» et de «rapiécer»... Elle s'épuise moins dans le travail profond d'ancrage, d'intériorisation, de consommation des différents partenaires que dans les travaux quotidiens et laborieux de tactique sécuritaire et de stabilisation temporaire. Sans doute la conviction de dominer le champ politique ne favorise-t-elle pas de desseins plus amples et la mise en place de mécanismes plus déterminants. Aussi, à la moindre situation de crise réapparaissent les limites des capacités intégratives du système politique marocain, en particulier lorsque reviennent au centre des rapports conflictuels des questions que l'on croyait définitivement réglées entre l'opposition et le pouvoir au début des années 70 : la vie politique marocaine de ces dernières années a vu les principes même sur lesquels repose le régime remis en cause à des occasions véritablement mineures.

Plus précisément, le pouvoir politique marocain à travers les obstacles qu'il dresse face aux organisations politiques, cherche à assoir une intégration, en empêchant une mobilisation de la société pouvant être dirigée contre luimême. Mais en cherchant à éviter la formation de structures autonomes de mobilisation, de clivages articulés sur des institutions, il tente de faire sortir la société de sa passivité. La mobilisation permise est une mobilisation descendante dans la mesure où elle est contrôlée par le centre et dépend largement de son fonctionnement. Elle essaie d'éliminer les adversaires politiques ou à défaut de les astreindre à collaborer dans les limites concédées et de les intégrer. Ce type de mobilisation œuvre à l'étatisation de la société. La faible différenciation institutionnelle, politique, syndicale, associative, renforcée par les contradictions de la libéralisation (alternance de la répression et des ouvertures) montre la vulnérabilité de la société face au poids de l'Etat. La pratique planifiée ou non, de «containement» des libertés individuelles et publiques, empêche les structures sociales de se défendre par rapport au contrôle de l'Etat. La mobilisation électorale pouvait bien faire passer d'une intégration archaïque à une intégration modernisatrice des structures de la vie politique marocaine, mais celle-ci est demeurée dominée par le facteur de retraditionnalisation imposant à chacun de tenir la place qui lui est réservée dans le cadre de la hiérarchie traditionnelle de fait.

Dans la culture politique marocaine, se distingue une couche formée par les valeurs des élites dirigeantes tenduc de manière relativement active vers l'intégration des autres partenaires. La réception de ces comportements s'effectue dans des interactions de natures diverses.

B - ACTEURS POLITIQUES ET CULTURE D'INTERACTION

La culture active d'intégration développée depuis les sommets ne pouvait revêtir sa pleine signification, ni prétendre à toute son efficacité, si elle n'était pas insérée dans le processus de démocratisation entamé en 1973, à la suite des coups d'Etats «manqués» de 1971 et 1972, et la série des grands procès

ien

de toutes natures faits aux différentes oppositions. A cours de cette période, le pouvoir sembla prendre la mesure du danger de gouverner sans opposition partisane; de leurs côtés, les partis politiques issus du Mouvement National mesuraient les capacités de résistance du pouvoir. La sorte de négociation qui s'enclencha alors aboutit à la faveur de la question du Sahara, à l'acceptation réciproque d'une certaine ouverture, afin de désamorcer les tensions et de renforcer l'unanimité nationale sur le Sahara.

L'opposition choisit de participer à l'ouverture du pouvoir, de l'encourager, de l'étendre si possible et d'en profiter pour mieux s'organiser, se ré-implanter et renouer «le contact avec les masses», en acceptant en contrepartie les conditions tacites de cette ouverture (légitimité de la monarchie, caractère sacré du Roi, abstention de toute initiative pouvant troubler l'ordre public...). Et de fait, elle sembla bien tirer profit de cette ouverture, redynamiser ses forces, unifier tant bien que mal ses rangs, renouer le lien rompu entre dirigeants et militants. Les différents acteurs politiques s'accommodèrent si bien de cet état de fait que l'intégration, maîtrisée par le pouvoir central, finit par apparaître comme étant d'évidence le trait fondamental de la situation politique marocaine actuelle. Parler d'intégration concernant la période politique marocaine actuelle est même devenu un lieu commun, tant celle-ci paraît évidente de partout, bien que sous des vocables variables, l'intégration est affirmée comme un fait largement consommé (22). Et si cette intégration se réalise aujourd'hui dans le cadre d'un rapport de forces favorable au pouvoir politique central, au point d'apparaître généralement comme une «mise au pas», l'acceptation fondamentale du régime revêtirait la profondeur d'une caractéristique culturelle. L'unification, l'uniformisation, le nivellement, la pacification de la vie politique, constitueraient de ce point de vue les changements principaux intervenus dans les représentations et les comportements des forces d'opposition par rapport au passé le plus proche, et plus précisément par rapport à l'état d'esprit qui a prévalu au sein de la gauche au cours des années soixante.

En réalité, et en dépit des apparences, il semble que deux décennies de vie politique marquées par l'observation réciproque, la surveillance mutuelle, la défiance de part et d'autre, ne pouvaient se passer sans marquer profondément la culture des acteurs politiques marocains : les partis politiques se comportent en s'adressant au pouvoir et en faisant valoir les risques d'explosion de la rue ou une éventuelle action politique de l'armée ou d'autres scénarios pouvant menacer la stabilité du régime (des «intégristes», d'éventuels militaires intégristes ou de gauche, des militaires conservateurs...), comme pour le mettre en garde contre toute prolongation du monopole de son pouvoir et revendiquer un plus grand rôle dans la vie politique.

⁽²²⁾ Voir par exemple, Leveau (R.), «Stabilité du pouvoir monarchique et financement de la dette» Maghreb-Machrek, 118, 4^{eme} trimestre, 1987, pp. 5-19.

Il n'est pas besoin d'être particulièrement perspicace pour se rendre compte que l'intégration est une couche encore superficielle, trop voyante, et donc fragile dans la culture politique actuelle. La sincérité des acteurs concernant leur volonté d'inscrire leur opposition «dans le régime» apparaît toute relative, si prudente, si lente à s'affirmer de manière significative, qu'elle frôle la d'marche tactique. Dans le comportement politique des élites marocaines actuelles, «l'attentisme» apparaît comme une caractéristique plus profonde, plus tenace que «l'intégration». Tout se passe comme si rien de définitif ne devait être cédé au pouvoir dans les programmes officiels comme dans les positions courantes, et dans les actions, même de détails.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'une ambiance de «provisoire» enveloppe l'ensemble de l'univers politique marocain, le pouvoir central et ses différents partenaires.

Autour de ces limites de «l'intégration», s'ordonnent des ensembles entiers de réflexes, d'attitudes, de positions, constituant une seconde zone de la culture politique dominante d'aujourd'hui, complémentaire de la première. L'attentisme n'empêche pas en effet d'élaborer des représentations, ou des initiatives de type symbolique.

Dans leur projet réformateur, les élites accordent à l'Etat une place de choix, appelant avec persévérance à la prise en charge de la société par l'Etat, ignorant délibérément les ressources d'une impulsion des potentialités créatrices de la problématique société marocaine. L'Etat na ional, apparaît comme le principal promoteur de la transformation radicale : en ce sens, au sein de la gauche comme de «la droite», la vision de l'Etat laïc, modernisateur, prenant en charge le devenir de la société semble avoir peu varié depuis les premiers plans de développement des années cinquante et soixante (23).

En se prononçant pour un dirigisme rigoureux, avec référence au modèle socialiste, l'opposition de gauche reste logique avec elle-même, cependant malgré des discordances notoires, le refus inquiet du «libéralisme» et de «la privatisation» apparaît comme une attitude bien paragée par l'ensemble de la classe politique. On mesure ainsi la force de la culture d'Etat à l'œuvre aujourd'hui dans le champ politique marocair et tirant son fondement aussi bien de l'expérience historique du Makhzen, de l'idéologie du Mouvement National, que des philosophies développementalistes qui ont nourri depuis la deuxième guerre mondiale les nouveaux Etats ou les Etats reconstitués. Et l'on comprend ces multiples situations où «le privé» loin de n'apparaître que comme l'antinomie du «public», s'interpénètre avec lui, et où les deux collaborent, se gênent, se neutralisent, sous l'oeil relativement vigilant de l'Etat.

Prédomine donc jusqu'aux assises une culture d'Etat, mais également l'orniprésence d'un dualisme sociétal, avec de non moins fortes expressions cuita-

⁽²³⁾ Voir LEVEAU (R.). «Eléments de réflexions sur l'Etat au Maghreb», table ronde sur les *Trajectoires du politique en Afrique et en Asie*, Troisième congrès national de l'Association Française des Sciences Politiques, Bordeaux, octobre, 1988.

relles politiques. On en mesure le caractère déterminant au sein des classes moyennes (24), et à partir de celles-ci les effets considérables sur l'ensemble de la société. Cette situation stratégique des classes moyennes s'explique par la concentration des politiques actuelles de développement et de modernisation dans des projets de promotion, de consolidation et d'élargissement de ces conches, mis en œuvre depuis le début des années 70, avec de nombreux effets d'imitation et d'exclusion, et de crise (25).

Menie si l'étude de la culture politique ne se limite pas ici à la seule catégorie des élites, mais englobe un champ plus vaste, les principales tendances concernant le dualisme traditionnel/moderne semblent se dégager le mieux dans cette zone sociale.

Le système s'est tendu pendant une longue période pour s'ajuster au profil des classes moyennes : leur univers est devenu le sien, leurs aspirations sont devenues le centre de gravité de l'évolution sociale. Le pouvoir s'est voulu plus activiste ici, les rapports de pouvoir semblent y être devenus plus fortement présents qu'ailleurs.

Le principal enseignement que l'on peut tirer d'une recherche sur le rapport modernité/tradition, est que la composante néo-traditionnelle paraît sans doute la plus assurée, la plate-forme commune la plus solidement ancrée, mais à partir de laquelle les acteurs politiques peuvent s'accommoder de tous les électismes, admettre des doses variables de références modernes. La structure globale de la formation culturelle politique marocaine se charge de désamorcer celle-ci, de la vider de l'essentiel de sa dynamique. Ainsi s'explique le «conservatisme» marocain et les ressorts profonds de ce que l'on appelle «la makhzenisation».

On ne saurait pour autant se faire une idée figee de cette sorte d'épicentre de la vie politique marocaine. Si elle évolue aussi comme mue d'abord par des flux internes (intériorisation plus grande des règles juridiques en vigueur (26), juridicisation et institutionnalisation plus marquées de la vie politique et sociale (27), lente pénétration de la culture politique traditionnelle makhzenienne par une culture politique de participation (28)...), elle paraît plus sensible aux flux extérieurs, particulièrement exposée aux référentiels internationaux.

⁽²⁴⁾ Voir SAAF (A.). «Etat et classes moyennes au Maroc», in ouvrage collectif. L'Etat marocain dans la durée, Rabat, Edino 1987, pp. 137-152.

⁽²⁵⁾ LEVEAU (R.), «Pouvoir politique et pouvoir économique dans le Maroc de Hassan II», Les Cahiers de l'Orient, n° 6, 2^{eme} trimestre, 1987, pp. 31-42.

⁽²⁶⁾ ESSERGHROUCHNI (Saïd), «Les règles du jeu politique», Lamalif, (175), mars 1986, pp. 24 et s.

⁽²⁷⁾ Voir SAAF (A.), «Etat et droit au Maroc. De la juridicisation de l'espace néo-patrimonial» in *Images politiques du Maroc*, Rabat, Editions OKAD, 1987, pp. 93-101.

⁽²⁸⁾ Voir Sehimi (M.), «Une nouvelle culture politique», in Le Libéral, (7), mai 1988, pp. 8-9.

Mais globalement les déterminations restent incertaines, les tendances encore fortement ambigues, la situation transitoire.

Une autre caractéristique vient s'ajouter aux traits précédents de la formation culturelle politique actuelle : un certain apolitisme travaille de partout les élites. De larges catégories de marocains restent méfiants, cyniques, sceptiques, sur la manière dont la vie politique nationale est conduite et sur le comportement des différents acteurs.

Souvent, en dépit d'un niveau appréciable de connaissance politique, les marocains évitent la politique et de s'y insérer à tout prix. Les élites au sommet elles-mêmes n'échappent pas à cette attitude. Les couches inférieures de la société politique et de la «société civile», paraissent p¹ largement touchées par cette tendance (29).

Les statistiques des abstentions lors des grandes consultations électorales, bien que significatives, ne peuvent rendre compte à elles seules de cet apolitisme profondément social. Celui-si revêt plusieurs figures : il s'exprime le plus souvent à travers le comportement des élites politiques marocaines qui, usant d'instruments modernes, n'en poursuivent pas moins des objectifs traditionnels. Autant pour ceux du sommet que ceux de la base, les relations personnelles, les liens familiaux, les filiations tribales, les groupes, les clients restent les niveaux les plus déterminants; tantôt, il prend la forme d'exclusions décidées par le pouvoir, mais aussi par les partis politiques, y compris de gauche; il s'incarne dans ces catégories qui dans d'autres circonstances ont choisi de tourner le dos à la politique et de poser l'indifférence totale face au système.

Sans doute le système politique marocain commença-t-il à partir de 1980 à répondre plus positivement aux demandes provenant des élites en vue d'assurer une plus grande participation à la vie politique nationale, mais ces réponses elles-mêmes limitées, ne sont pas encore suffisamment intériorisées, ni encore largement acceptées, pour constituer la base d'une nouvelle culture politique, dite de participation.

Les attitudes d'apolitisme chez les marocains peuvent tenir au fait que la perception dominante de la politique est celle d'un vaste système de compromis, d'échanges, de services mutuels. Pour la plupart des Marocains, la politique apparaît comme un instrument de promotion pour ceux qui la pratiquent, et non point nécessairement comme une entreprise collective commune en vue de réanser les objectifs nationaux faisant l'unanimité.

Les sentiments de profond malaise, de cynisme, de méfiance, de dégoût que la politique engendre fréquemment chez les interlocuteurs marocains ne trouves pas de seule explication dans les pratiques politiques clientélistes

⁽²⁹⁾ Voir EICKELMANN (D.F.), «Royal Authority and Religions legitimacy: Morocco's 1960-1984», in Myron J. Aronoff, ed., *The Frailty of Authority*, New Brunswick N.J. Transaction Books. Voir également Entelis (J.P.), «Culture and counter culture in Morocan politics», *Westview Special Studies on the Middle East*, Westview Press, Boulder, Sans Francisco, 1989, pp. 45 et s.

qui ont dominé dans la vie politique nationale et locale avant et depuis l'indépendance. Bien des études ont insisté sur le rôle considérable du comportement du Mouvement National dans la définition de ces attitudes de rejet de la politique. La manière dont le pouvoir central a usé et manipulé depuis l'indépendance constitue un autre élément d'éclairage, mais le nombre considérable des personnes ou collectivités qui ne participent pas actuellement à la vie politique formelle, i'existence d'une imposante «majorité silencieuse» désignent également la mesure de l'apportunisme ambiant, ainsi que le fait que dans la vieille tradition marocaine, la politique demeure un lieu éminemment aléatoire.

	A 250	TITRES TRADUITS Utiliser le bordereau 2 : données complème.	aires	- 1 TH
SOURCE : DOCUMENT GENERIQUE (M/O/S/)	A 310 AUTEUR			
	A 320 COLLEC- TIVITE AUTEUR	Institut de Recherches et d'étude Anabe et Musulman / Porris / FR	i pu	<i>i</i> Λ
	A 330 TITRE DOCUM GENER	Le Maroc actuel: une moder minori de la tradition	mise	r la
	A 340	TITRE GENERIQUE utiliser le bordereau 2 : données complémentaire	35	
	A 410 TITRE PUBLIC EN SERIE		Mississified - Value of the	
	A 420 VOLNUM		A 430 ISSN	
		NOTES D'INDEXATION		
DATI DATS D 1 DATS D 1	00 SA 10 MI			

BORDEREAU DE SAISIE

NOAP

NACAF A 143

ISN

CODBI A 121

UNITE DOCUMENTAIRE (A/M/C)

A 120 AUTEUR ET AFFIL

A 220 COLLEC TIVITE AUTEUR

A 230 TITRE UD

A 540	Pγ	A 560			in sources which					
LGEUD A 611 NEDIT	PEL ENRS	LANRES								
1 612 VEDIT	Panás		A 613 CPEDI	F:R	[], _					
A 620 DATE	1392		A 630 ANNEE		1					
A 641 COLLP	P &33 L49	A 642 COLLN								
A 650 NODOC			SV.							
A 660 ISBN	2-228-04477-4	A 670 EDITN								
a 711 Reunn										
A 712 REUNV		A 713 A 714 REUND								
A 720 THESE	•	RECRY . INVANO								
A 730 A 740	Brevet : utiliser le borderezu 2 :"Données complém	nentaires"								
A 810 DISPO		A 820 NOTES	tart (Decord-colors							
name of his positions	B 110 ISO COGEO B 120 à B 170 : utiliser le Bordereau 2 /ELITE//EDUCATION CIVIQUE/									
	POLITIQUE INTERIE	UKEJO			an designer of the control of the control					
ć	L'étade de l'étade de l'étades tendances pel lomines d'apprès t'ai snéémiments de valer l'intégration déployée à lu gros des élites polit e la place du champ pe	uteur par acui sous	ays	leme	2-) 					
	MAROC - Codes spécifiques	Programme and the second secon		rymonium me a						
C 420 GLG C 440		C 410 // A A A A A A A A A A A A A A A A A A								
C 450 BOT C 460 CHR										
C 470 OFF		<u> </u>	1111		new peng ti man pikahaga nipadi ya					

97.5. la 97. el92

السنسكسا ليست

مسند المسد

WUES